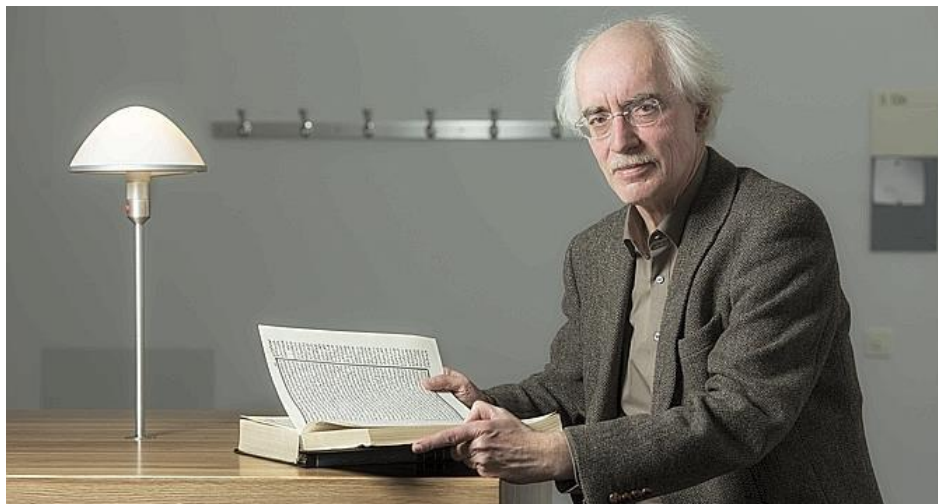


LE TEMPS

Réformer l'islam? jeudi 29 janvier 2015



« Dans le Coran, sur 6300 versets, cinq contiennent un appel à tuer »

Propos recueillis par Céline Zünd et Emmanuel Gehrig Berne

L'islam a-t-il besoin d'un aggiornamento? Le professeur d'islamologie Reinhard Schulze pense que les musulmans devraient relancer un débat critique qui s'est interrompu il y a plus d'un demi-siècle. Des intellectuels musulmans y sont prêts, mais ils ne font pas le poids face au discours intégriste

Quelle est la responsabilité de l'islam dans les accès de violence religieuse qui déchirent le Moyen-Orient, et dans les récentes attaques terroristes qui ont secoué la France les 7-9 janvier 2015? Le Coran, avec ses passages qui invitent à tuer, devrait-il faire l'objet d'une lecture plus distanciée? A ces questions, l'islamologue allemand Reinhard Schulze répond par la profondeur historique. Sans esquiver les problèmes posés par l'actualité, ce professeur à l'Université de Berne montre comment la réflexion critique sur l'islam s'est arrêtée, il y a plus d'un demi-siècle, sous l'étouffoir des Etats, qui ont contraint les intellectuels au silence et laissé le fondamentalisme travailler sans concurrence les populations arabo-musulmanes. A ses yeux il faut à tout prix relancer le débat et reconstruire un discours critique. L'Occident peut aider les intellectuels musulmans, pour autant qu'il ne se laisse pas impressionner par l'islam dévoyé des fanatiques. Entretien.

Le Temps: Depuis plusieurs années, mais en particulier depuis les attentats qui ont frappé la France en janvier, le débat monte sur la part de responsabilité de l'islam dans les violences. Certains affirment que les terroristes sont des nihilistes déguisés en religieux, d'autres rétorquent que tout de même, c'est au nom d'Allah que les terroristes ont tué...

Reinhard Schulze: Pour moi, la question centrale dans tout cela est: est-ce l'islam qui fabrique les croyants, ou sont-ce les croyants qui fabriquent l'islam? Si l'on tient la première proposition pour vraie, alors il faut doter l'islam de dogmes indestructibles, qui répondront de tous les actes des musulmans. Si c'est la deuxième qui est vraie, ce que je crois bien sûr, alors ce sont les croyants qui doivent en répondre. L'islam est sous leur responsabilité.

– Alors est-ce important selon vous qu'ils se démarquent publiquement de ces actes terroristes?

– Non, pourquoi? Ils n'ont commis aucun crime, ils n'ont pas à se justifier, à se mettre en situation de prévenus au tribunal de l'opinion publique. Mais je le répète, ils ont une responsabilité vis-à-vis de leur religion. On ne peut donc pas accuser la communauté des musulmans des crimes commis par des extrémistes, mais on peut leur demander: qu'est-ce que vous faites avec votre islam? Quelle sorte d'islam avez-vous en vue, quelle est votre vision de l'islam pour le XXI^e siècle?

– Justement, certains philosophes critiques, comme Abdennour Bidar dans sa «Lettre ouverte au monde musulman», ou Abdelwahab Meddeb, appellent à un sursaut intellectuel, à une grande réforme. Y a-t-il urgence de réformer l'islam?

– Il y a d'abord urgence de mémoire. Les musulmans doivent se rappeler que jusqu'aux années 1960, il existait dans le monde arabo-musulman un grand débat très libre sur la question de l'historicité de l'islam. Des grands savants comme Amin al-Khûlî, Ahmad Khalafallâh ou d'autres avaient des vues très modernes sur la question. Ils pensaient que l'islam doit être adapté à son contexte historique et qu'aucune interprétation n'est valable pour toutes les époques.

– Où en est-il, ce débat?

– Il a été détruit, en premier lieu sous l'influence des Etats – l'Egypte de Nasser, la Syrie baassiste, etc., dès la fin des années 50. La grande Université al-Azhar du Caire a été étatisée en 1961. Du coup, le public musulman a commencé à se recroqueviller, et les savants qui ont voulu poursuivre ce débat ont émigré, notamment à Paris, qui est devenu pour un temps le centre du débat islamique. Au Caire, à Damas, à Bagdad, il est resté un grand vide.

– Qui a rempli ce vide?

– En partie le wahhabisme et le puritanisme, qui ont joué le rôle de conscience critique face au monopole étatique sur l'islam. A partir de là, le discours apologétique a pris le pas sur le discours critique, l'éclipsant presque complètement. Plus tard, dans les années 70-80, l'islam a été un moyen pour les populations arabo-musulmanes d'affirmer leur autonomie face à des Etats autoritaires qui voulaient régenter tous les aspects de la vie sociale. Conséquence de tout cela, l'éducation islamique s'est considérablement appauvrie. Le vide laissé par les intellectuels a donc été comblé par des penseurs médiocres et une littérature de pacotille. Cela dit, il ne faut pas non plus idéaliser les grandes heures du débat, déjà menacé à l'époque par les intégristes: dans les années 50, un Frère musulman radical nommé Abdelkader Aouda prêchait dans les mosquées qu'il fallait brûler tous les livres islamiques à part le Coran et la tradition prophétique.

– Le Coran contient des passages violents. Cela signifie-t-il que l'islam est violent?

– Le Coran compte quelque 6300 versets au total, dont 300 contiennent des mots tels que «combattre» ou «tuer». Cinq versets, en tout, sont une injonction à tuer. La question est de savoir comment lire le texte. Dans certains passages du livre du Deutéronome, Dieu invite à tuer. Pour la majorité des juifs et des chrétiens, il est clair que ces injonctions se réfèrent à une situation historique et ne sont pas valables au pied de la lettre. Il en est de même pour la majorité des musulmans vis-à-vis du Coran. Si le texte devait déterminer les actes des croyants, nous connaîtrions un bain de sang depuis 1300 ans. Les fondamentalistes, eux, opèrent une relecture du Coran très éloignée de la tradition islamique.

– Quelles sont les ressources à disposition, dans le Coran et ailleurs, pour leur faire barrage?

– On pourrait remonter au IXe siècle et puiser dans des milliers de livres! Les ressources dans le Coran ne manquent pas non plus. Mais là encore, tout dépend de l'interprétation qu'on en fait. Prenez une notion dont on parle à tort et à travers dans la presse, le djihad. Qu'est-ce que le djihad? A l'origine, une partie du culte musulman dont la visée est la reconquête de La Mecque. Après 630, quand elle est conquise, il n'y a plus besoin de djihad, tout est fini! Au Moyen Age, des juristes musulmans, élaborant une théorie du djihad, avaient précisé qu'il devait être soumis au contrôle du pouvoir d'un régime. Ainsi l'expression n'a presque plus jamais servi... jusqu'au XIXe siècle.

– Et ensuite?

– Certains groupes musulmans avaient déjà revivifié le concept du djihad au début et même avant le XIXe siècle dans des contextes très locaux. Mais les historiens anglais, et je les suis presque entièrement sur ce point, affirment que le djihad des temps modernes est une invention allemande. En 1914, les orientalistes allemands ont revivifié ce concept moribond, en donnant l'impression que c'était important dans l'islam, puis sont allés expliquer au régime ottoman qu'il devait se servir de ce concept auprès des populations colonisées par les Anglais et les Français, afin de mieux les combattre.

– Le djihad est donc un produit d'importation?

– Oui! Mais à partir du XIXe siècle, presque tout a été importé. Les musulmans ont fait évoluer l'islam selon les standards de pensée européens de l'époque.

– Aujourd'hui, un débat critique sur l'islam est-il possible en l'absence d'autorités reconnues, à l'image d'un clergé?

– Il ne faut pas catholiciser l'islam avant de lui faire passer sa réforme! La tradition islamique, dans son ambiguïté, s'apparente à la philosophie postmoderne, basée sur la pluralité des interprétations. C'est un avantage. L'islam a d'ailleurs connu l'athéisme, mais aussi la caricature du Prophète. Le succès moral de l'islam dépend davantage de la formation des élites et de leur capacité à obtenir un consensus au sein des sociétés musulmanes que d'un cadre intellectuel strict. Le XXe siècle, avec la construction d'un discours homogène sur ce qu'est l'islam, a marqué un tournant. A partir de là, autour des représentations du Prophète, se joue une bataille pour le monopole du discours sur ce qu'est l'islam.

– Cette ambiguïté n'est-elle pas problématique lorsqu'elle ouvre la porte à une lecture fondamentaliste des textes?

– Oui, peut-être que ce flottement est à la fois une chance et un désavantage, car il crée la possibilité d'un fondamentalisme très vaste. Dans le christianisme, en comparaison, les courants radicaux se cantonnent à quelques sectes identifiées, comme celle des évangéliques. Les courants rigoristes tels que celui des intégristes du XXe siècle se sont formés sous l'influence de l'approche positiviste, qui ne laisse pas de place au doute et à l'ambiguïté, ainsi que des théories d'Auguste Comte.

– Y a-t-il un front uni pour lutter contre le fondamentalisme?

– Oui, ce sont les universitaires, des journalistes et des blogueurs islamiques, tous ceux qui disent que l'éducation – au sens allemand de Bildung, qui implique la construction de la personnalité – est importante pour façonner un discours critique. Un bon nombre, aujourd'hui, estime qu'il faut travailler sur la tradition et pas avec la tradition. Mais ce n'est pas à l'ordre du jour dans les écoles coraniques.

– Internet offre-t-il des pistes pour entamer cette réforme?

– Internet est une malédiction! Il donne l'impression que le savoir ne dépend pas d'un échange, d'un débat, mais qu'il suffit d'avoir lu trois pages pêchées on ne sait où pour affirmer qu'on détient la vérité. Sans sphère critique, sans contrôle intellectuel, sans justification de ses paroles, on dit tout et n'importe quoi. Et c'est ainsi que l'islam est devenu un fantôme délimité par des dogmes.

– Mais tout de même, Internet peut être un lieu de débat...

– Oui, mais c'est un débat virtuel, qui n'a plus de correspondance dans la vie réelle. Si l'on ne peut plus corriger un point de vue qui part à la dérive dans l'irréalité, alors on en arrive, dans l'extrême, à l'Etat islamique. Celui-ci, qui prétend revenir aux sources, a créé de toutes pièces un islam qui ne correspond à aucun moment de l'histoire.

– Mais la charia, appliquée dans les régions soumises à l'Etat islamique, n'est pas une invention...

– La charia n'est pas la loi islamique! Dans une interview récente, le grand mufti d'Egypte Shawki Allam l'a dit très explicitement devant des journalistes médusés! En fait, il n'y a pas moyen de définir ce qu'est la charia une fois pour toutes: c'est seulement l'interprétation, par les juristes, de ce qui pourrait être la norme dans une société et une époque données. La charia est un produit intellectuel, pas une loi divine.

– On en a une tout autre image...

– Evidemment, en Occident, on a une idée très nette de la charia: une sorte de loi du talion complètement rétrograde qui peut vous faire littéralement perdre la tête! Cette idée totalement fautive ravit les islamistes radicaux, bien sûr, eux qui bâtissent un islam imaginaire correspondant parfaitement aux attentes apeurées des Occidentaux. Entre ces deux fronts, les intellectuels musulmans se retrouvent bien seuls, et ils manquent de ressources pour lutter contre ce dévoiement total de l'islam. D'où la nécessité d'une académie importante, libérée du contrôle de l'Etat. C'est en ce sens qu'a plaidé Gamal al-Banna en Egypte pour rétablir l'autonomie de l'Université al-Azhar. A ses yeux, et il a raison, c'est le seul moyen de

relancer un discours critique et de changer l'image de l'islam. Mais l'Etat refuse, parce qu'il a peur.

– Une justice indépendante est-elle possible dans le monde islamique?

– Bien sûr. Gamal al-Banna dit clairement que l'islam n'a pas pour vocation de créer un système judiciaire.

– La charia est-elle compatible avec l'Etat de droit?

– Encore une fois, la charia n'est que le reflet de l'avis des juristes! Elle peut être à l'origine de la justification des normes sociales, mais ne peut pas les créer. Est-ce possible par exemple d'abolir la polygamie en Tunisie*, au Caire, voire en Arabie saoudite? Certains juristes musulmans disent que oui, mais pas tous. L'important, c'est de rouvrir le débat, montrer qu'il existe et le soutenir. Le soutien et l'apport de compétences intellectuelles libres des Occidentaux sont indispensables.

– Est-il possible d'imaginer une démocratie islamique?

– Non, tout comme il n'existe pas de démocratie chrétienne, ou de démocratie juive. La tradition islamique peut en revanche justifier les principes de la démocratie tels que l'Etat de droit, ou une forme de séparation entre l'Etat et la religion. La laïcité dans sa forme la plus stricte, à la française, est difficile à accepter. Certains, comme Soheib Bencheikh, le mufti de Marseille, affirment que la société musulmane peut être laïque, mais pour la majorité des penseurs musulmans, un sécularisme à l'allemande, où le respect de l'Etat de droit s'accompagne d'une sauvegarde de la sphère religieuse, est plus acceptable. Les universités allemandes, par exemple, ont ouvert des instituts de théologie où prend place un débat critique sur l'islam.

* Précision du 1er février 2015: la polygamie est interdite en Tunisie depuis 1957. (Ndlr.)